Faits, responsabilités, intelligibilité : comparer les enquêtes et les rapports sur Srebrenica

Isabelle Delpla

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/2221>
DOI : 10.4000/conflits.2221
ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2007
Pagination : 119-136
ISBN : 978-2-296-03084-8
ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Isabelle Delpla, « Faits, responsabilités, intelligibilité : comparer les enquêtes et les rapports sur Srebrenica », *Cultures & Conflits* [En ligne], 65 | printemps 2007, mis en ligne le 04 janvier 2010, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/2221> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.2221>

Faits, responsabilités, intelligibilité : comparer les enquêtes et les rapports sur Srebrenica ¹

Isabelle DELPLA

Isabelle Delpla est maître de conférences en philosophie à Montpellier-III, UMR 5206 Triangle ; ses travaux portent sur la philosophie du langage et la justice internationale. Elle mène depuis cinq ans un travail de terrain sur les effets de la justice pénale internationale dans la Bosnie d'après-guerre. A récemment publié : « Incertitudes publiques et privées sur les disparus en Bosnie-Herzégovine », in Le Pape M., Siméant J., Vidal C. (dir.), Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides, Paris, La Découverte, 2006, pp. 287-301 ; « Moral judgments on foreign interventions: a Bosnian perspective », in Chandler D., Heins V. (eds.), Rethinking Ethical Foreign Policy: Pitfalls, Possibilities and Paradoxes, New York, Routledge, 2007, pp. 137-157.

A Sabaheta, Emir et Emira, qui ont perdu à Srebrenica
leurs père, mari, grand-père, oncles, cousins, amis... et
leurs photos d'enfance,

A Sabaheta, née quelques mois après juillet 1995, qui a fui
Srebrenica à travers bois, avant même d'être née.

Que nous apportent la lecture et la comparaison des enquêtes du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), des rapports onusien, français, hollandais et de la Republika Srpska (RS) sur la chute de l'enclave de Srebrenica et le massacre qui s'en est suivi ² ? La réponse n'est pas immédiate tant la lecture de ces textes peut être accablante. A ceux qui souhaiteraient

1. Une version plus substantielle de cet article, enrichie de nombreuses notes, est disponible en ligne sur le site de *Cultures & Conflits* (www.conflits.org). Elle contient des précisions de David Harland, rédacteur du rapport de l'ONU, du général Gobilliard et d'Edward P. Joseph, fonctionnaire de l'ONU, présent à Zepa lors de sa chute.

2. Pour les actes d'accusation, les retranscriptions des audiences des procès et les jugements du TPIY, voir : <http://www.un.org/icty/index-f.html> ; pour le rapport de l'ONU, voir : <http://www.un.org/french/peace/srebrenica.pdf> ; pour le rapport français, voir : <http://www.assemblee-nationale.fr/11/dossiers/srebrenica.asp> ; pour le rapport néerlandais du NIOD, voir : <http://213.222.3.5/srebrenica/> ; pour le rapport de la RS, voir : <http://www.vladars.net/pdf/srebrenica-jun2004engl.pdf>

comprendre l'enchaînement et la gravité des événements, on recommanderait plutôt les ouvrages de journalistes d'investigation qui ont choisi une forme plus littéraire : celle du reportage par entrecroisement des points de vue des différents protagonistes pour David Rohde dans *Endgame* ³, dont la construction s'apparente, par l'unité de lieu, de temps et d'action à une moderne tragédie sans destin ; celle du roman familial pour Chuck Sudetic dans *Blood and Vengeance* ⁴. Le lecteur y trouve une sûreté d'information, une reconstitution chronologique précise, une intensité dramatique, un sens des événements, qui en font des textes de référence d'autant plus remarquables qu'ils ont été écrits peu de temps après les faits. Avec clarté et finesse, ces textes offrent également une réflexion sur l'écriture de l'événement, le statut du témoignage, le rôle de la mémoire ainsi que des hypothèses explicatives sur l'abandon de l'enclave et le massacre, que n'égalent guère les rapports plus tardifs ou plus massifs.

L'intérêt de ces enquêtes et rapports et de leur comparaison réside essentiellement ailleurs. En premier lieu, les institutions qui les ont réalisés bénéficient de pouvoirs bien supérieurs à ceux des journalistes et chercheurs ordinaires et ont grandement contribué à la connaissance des faits. En deuxième lieu, ces institutions internationales ou étatiques contribuent à la publicité de la documentation et des débats sur Srebrenica. En troisième lieu, les rapports onusien, français et hollandais émanent d'organisations internationales ou de pays qui ont une responsabilité directe dans la chute de l'enclave. Par leur publicité, ils contribuent à répondre à la question kantienne du contrôle démocratique ou républicain sur la politique étrangère et internationale. C'est en tant que citoyen d'un pays donné, dans un espace donné – l'Europe –, mais aussi en tant que citoyen du monde que l'on peut y chercher la prise en compte d'une responsabilité cosmopolitique individuelle ou institutionnelle. C'est alors la question du suivi et des conséquences de ces enquêtes et rapports dans l'espace public qui importe.

Complémentaire de l'article de J.-L. Fournel sur la « forme rapport » où est traitée la question de leur publicité, la comparaison ici présentée est essentiellement centrée sur l'établissement des faits et la détermination des responsabilités, qui, comme le révèle l'analyse des modes de narrations et des paradigmes d'intelligibilité utilisés, sont difficilement séparables.

Etablissement des faits et division du travail (intellectuel)

L'apport le plus remarquable de ces enquêtes et rapports est assurément celui de l'établissement des faits. Sans le travail effectué par le TPIY de reconstitution des opérations d'exécutions et de déplacement des morts, sans son tra-

3 . Rohde D., *Endgame*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1997 ; trad. française : *Le Grand Massacre. Srebrenica, juillet 1995*, Paris, Plon, 1998.

4 . Sudetic C., *Blood and Vengeance*, London, Norton, 1998.

vail d'exhumation, sans le travail d'identification de l'ICMP (Commission internationale pour les personnes disparues), il est probable que le nombre de morts de Srebrenica ne serait toujours aujourd'hui que l'objet de rumeurs persistantes. Le chiffre de plus de 7 475 morts établi par le TPIY en 2001 à partir des listes du CICR est une estimation minimale qui laisse place à des variations. Ces dernières peuvent alimenter incrédulités, confusions, voire dénis quant à l'ampleur du massacre. Il importe donc d'analyser les méthodes de décompte et d'identification des morts, pour comprendre que toute variation n'est pas synonyme de manipulation ⁵, mais également de savoir comment sont définies les victimes. Ainsi, selon le TPIY, les victimes ne sont pas seulement les morts, mais aussi les femmes et les enfants, victimes de transfert forcé et de persécution, ou même du crime de disparition forcée, selon la Chambre des droits de l'Homme de Bosnie-Herzégovine ⁶. Inversement, tous les morts de Srebrenica ne sont pas des victimes, au sens judiciaire du terme, s'ils sont morts au combat ou par suicide, et sont victimes des événements mais non d'une action criminelle directe ⁷.

La contribution décisive du TPIY à la reconstitution de l'opération « Krivaja 95 » est manifeste dans la comparaison des rapports. La base factuelle et le déroulement chronologique établis par le jugement Krstic de 2001 sont repris dans leurs grandes lignes et parfois mot pour mot dans les rapports onusien, français, hollandais, la décision Selimovic de la Chambre des droits de l'Homme de Bosnie Herzégovine ou le rapport de la RS de 2004. Ces effets d'itération manifestent, par l'écriture même de ces rapports, la manière dont se forment des vérités officielles. De fait, seul le TPIY a le pouvoir d'enquête, d'accès au site, d'exhumation ou de perquisition permettant de corroborer et de dépasser le témoignage des victimes pour mettre au jour la vaste opération militaire d'élimination des hommes et de déplacement des cadavres quelques mois plus tard.

Aussi, les relations entre vérités judiciaires et vérités historiques ou historiques trouvent un éclairage dans la comparaison entre les enquêtes du TPIY et le monumental rapport hollandais, écrit par le NIOD, importante institution de recherche historique en Hollande, sur une période de sept ans, avec des moyens considérables et un large accès à des sources gouvernementales ou internationales confidentielles. En dépit d'un positivisme historique affiché et de sa volonté d'objectivité, la méthode et les résultats du NIOD se révèlent souvent fragiles et ne passeraient guère l'épreuve d'un contre-interrogatoire judiciaire. Ainsi, le NIOD utilise souvent des sources de seconde main ou inaccessibles, parfois très douteuses, et fait sien le point de vue des acteurs sans distance critique. Par exemple, contrastant avec le patient travail de décompte des disparus ou des morts par le CICR, le TPIY ou l'ICMP, l'appendice IV

5. Voir dans ce numéro le texte d'A. Zinbo.

6. Voir dans ce numéro le texte de M. Picard.

7. Voir dans ce numéro l'entretien avec J.-R. Ruez.

sur l'histoire de Srebrenica, reprend à son compte, sans grande prudence, des sources locales sur le nombre d'au moins un millier de morts serbes dans la région de Srebrenica de 1992 à 1994, qu'aucune de ces organisations internationales ne considère comme fiables. Plus prudent, dans un précieux travail sur le devenir de la colonne (que n'opère pas le TPIY), D.C.L. Schoonoord⁸ expose les difficultés d'une reconstitution exacte de son parcours, étant donné l'imprécision des témoignages. Mais ces difficultés sont aussi à la mesure du manque de moyens des historiens qui ne peuvent, à la différence des enquêteurs du TPIY, vérifier les témoignages *in situ* ou filmer les lieux pour aider les témoins à préciser leurs déclarations. Son scepticisme reflète également une différence entre le métier d'historien et celui de policier, ce dernier étant plus habitué à fréquenter des criminels et à reconstituer leur logique : là où Schoonoord considère que le fait que l'opération de dissimulation des cadavres ait eu lieu, alors que le massacre était connu par des témoignages et par images aériennes, reste un mystère⁹, J.-R. Ruez explique l'intérêt d'un effacement des preuves dans ce contexte.

Cette comparaison nous conduit à une remarque plus générale sur la divergence ou complémentarité entre ces enquêtes et rapports, au regard de leur diversité. Cette diversité est d'abord celle de leur origine. Étant donné que Srebrenica était une zone de sécurité et que les chaînes de commandement intégrées de l'ONU réunissent une pluralité d'agents nationaux et internationaux, ces rapports sont surtout des exercices d'autoréflexion et d'autocritique. Cette diversité est aussi celle des approches : il existe entre eux de notables disparités de format ou de méthode de travail et de rédaction, notamment en ce qui concerne la relation à l'expertise scientifique.

Or, en dépit de ces variations, les rapports présentent une grande convergence de style narratif et d'objet. Celle-ci tient certes au statut de ces textes, répondant à des questions officielles émanant d'institutions étatiques ou internationales, mais elle est également commune avec le travail de journalistes, comme celui de Rohde dans *Endgame*. Ces textes restituent une chronologie des événements dans le détail. Leur style consiste en un enchaînement d'énoncés protocolaires, dont les sujets sont des agents individuels ou institutionnels, qui ont dit ou fait ceci ou cela, à telle date et en tel lieu. Ils relèvent d'une histoire politique ou militaire classique où les acteurs principaux sont des militaires, des diplomates, des fonctionnaires internationaux ou des chefs d'État, les membres d'ONG ou les gens ordinaires, par exemple, ne venant qu'ensuite. Bien que les rapports bénéficient d'informations confidentielles et parfois d'énormes moyens, ils diffèrent quantitativement, mais non qualitativement, d'un bon journalisme d'investigation. Le rapport du NIOD ne fait pas excep-

8 . Voir la partie IV, ch. 1, section 1.

9 . Voir IV, chap. 2, 15.

tion à ce constat. Même l'appendice IV, qui retrace une histoire de long terme de Srebrenica, et semble emprunter des outils d'analyse de la « nouvelle histoire », reprend souvent la trame narrative de *Blood and Vengeance*, ouvrage qui se plaçait explicitement sous l'angle de la mémoire familiale et ne prétendait pas faire œuvre d'histoire. Cette relative convergence est aussi celle des objets traités : la mise en place des zones de sécurité, le (dys)fonctionnement de la FORPRONU, le rôle respectif de chaque pays en son sein, la chute de l'enclave, les exécutions, les suites et conséquences de Srebrenica.

Cette convergence souligne par contraste la différence entre les rapports et les enquêtes judiciaires. Ce sont les enquêtes du TPIY qui ont permis une avancée décisive dans la connaissance du massacre, non seulement par un savoir policier, mais aussi parce que ces enquêtes sont le lieu où les archives, documents et témoignages (tous de nature langagière) trouvent une référence matérielle par les analyses de police scientifique (analyses balistiques, médecine légale, etc.). Les enquêtes judiciaires sont le lieu privilégié où la narration historique s'ancre dans le monde de la réalité physique. A ce stade, la division du travail dans la connaissance la plus significative n'est pas celle qui sépare l'historien du journaliste ou du parlementaire, mais plutôt celle qui sépare les disciplines évoluant dans l'élément du langage et de la représentation, y compris des témoignages, et celles articulant sciences physiques ou techniques et facteur humain, également indispensables¹⁰. Le dépassement du point de vue des témoins et des acteurs que peuvent par ailleurs produire les sciences sociales par une histoire du long terme, des analyses statistiques ou économiques, sont là produites par des sciences physiques ou médicales. De fait, les médecins légistes ont joué un rôle déterminant dans le procès Krstic en permettant aux cadavres de devenir des témoins « d'outre-tombe », c'est-à-dire en reconstituant par les rapports d'autopsies une partie des événements pour laquelle il n'y avait aucun témoignage.

En accord avec leur dimension réflexive ou autocritique, la deuxième différence significative entre les rapports est nationale. Le cadre de description et d'analyse est historiquement et géographiquement dicté par le rôle qu'ont eu, dans les événements, les institutions commandant les rapports. Le rapport de la RS ne traite que de la responsabilité serbe dans le massacre. Le rapport de l'ONU traite du rôle de la FORPRONU en Bosnie. Le rapport français n'apporte pas d'éléments nouveaux sur la guerre en Bosnie et traite du rôle de la France dans la FORPRONU et de celui du général Janvier dans la chute de l'enclave. Le rapport du NIOD traite en priorité du rôle des responsables hollandais dans la FORPRONU et du *Dutchbat* (bataillon hollandais) à Srebrenica, des préalables et des suites de la chute de l'enclave dans la politique hollandaise. Cette orientation (inter)nationale détermine explicitement le

10. Voir l'entretien avec J.-R. Ruez dans ce numéro.

recueil des données et l'objet d'étude, mais façonne aussi plus insidieusement les analyses. C'est en ce point que la recherche des faits et l'assignation de responsabilités se déterminent mutuellement.

La recherche d'intelligibilité et l'assignation de responsabilités

Les différents rapports se caractérisent par le type d'intelligibilité proposé, qui oscille entre une recherche toujours plus poussée du détail, de l'enchaînement événementiel ou causal et une détermination des responsabilités. La recherche d'intelligibilité passe par la contextualisation (par rapport à l'histoire du conflit en Bosnie ou au fonctionnement des institutions impliquées), par l'articulation entre explication systémique et interprétation des agents individuels. Les enquêtes et rapports dans leur ensemble ont en commun de prêter une grande attention à la chronologie et de différencier plusieurs genres de responsabilités, tous s'accordant sur la responsabilité criminelle des forces serbes. Toutefois, concernant l'articulation entre intelligibilité et responsabilité, ils divergent sur deux points principaux. D'une part, s'il y a accord sur le fait que la prise de la ville semble avoir été décidée après le début de l'opération « Krivaja 95 », un désaccord existe sur la décision et les raisons du massacre, au-delà d'une référence consensuelle et assez vague à la purification ethnique. D'autre part, les rapports onusien, français et hollandais s'accordent sur le fait que l'ONU, la France et les Pays-Bas n'avaient ni prévu ni voulu la chute de l'enclave et le massacre, mais divergent sur la manière de répartir et d'articuler responsabilités criminelles et politiques, locales et internationales, individuelles et institutionnelles.

En premier lieu, les différents rapports et enquêtes confèrent une telle importance à la chronologie que l'on peut se demander quelle intelligibilité ressort de cette accumulation de faits allant toujours plus profond dans le détail des événements. Cette accumulation correspond autant à une recherche d'information qu'à celle d'une crédibilité narrative expliquant les incroyables fautes et manquements des acteurs internationaux par la conjonction d'une série de facteurs et de causalités disparates. Elle s'oppose ainsi aux théories du complot – mode d'interprétation qui prévaut en Bosnie – voyant l'abandon de l'enclave comme un fait intentionnel, relevant d'accords secrets et donc, *de facto*, de complicité de meurtre. Bien des Bosniaques considèrent en effet que les casques bleus devraient être jugés au même titre que les Serbes, mais ils distinguent cette responsabilité criminelle de la responsabilité des politiques et militaires bosniaques¹¹. De manière plus directe encore, la défense du général Krstic arguait que le massacre avait été organisé par les services secrets français dans le but de discréditer les Serbes. Par contraste, les enquêtes et les rapports distinguent responsabilités (criminelles) dans le massacre et respon-

11 . Voir l'article de X. Bougarel dans ce numéro.

sabilités (politiques et morales) dans la chute de l'enclave, les enquêtes du TPIY et le rapport de la RS ne traitant que des premières et les rapports onusien, français et hollandais traitant principalement des secondes. Toutefois, la question de la prévisibilité, à la fois du massacre et de la chute de l'enclave, manifeste la difficulté de séparer ces genres et degrés de responsabilités.

Au-delà de cette recherche commune d'une narration crédible sans intention internationale criminelle, la reconstitution détaillée des événements recouvre des types d'intelligibilité très différents. Pour les enquêteurs du TPIY, elle est d'abord celle de la preuve qui doit être la plus circonstanciée possible dans l'établissement de la responsabilité criminelle individuelle, afin de passer l'épreuve du contre-interrogatoire par la défense. Et le diable est aussi dans les détails par les abîmes d'horreur, de cruauté et de souffrance que révèlent ceux des scènes de crimes. Pour le NIOD, en revanche, la recherche du détail vise à une histoire objective et dépassionnée qui évite le jugement. De fait, une telle masse d'information finit par mener une guerre d'usure contre l'esprit critique du lecteur et à rendre la trame des événements aussi illisible que le rapport. Elle conduit ainsi à une dilution de la responsabilité des différents acteurs.

Le rapport de l'ONU n'en est que plus remarquable par l'équilibre qu'il établit entre lisibilité et intelligibilité, dans une centaine de pages claires et synthétiques, qui retracent l'action de la FORPRONU en Bosnie. David Harland, rédacteur principal du rapport,

« ne considérai[t] pas que [son] rôle était d'assigner des responsabilités mais plutôt de fournir un rapport d'ensemble de ce qui s'était passé entre l'établissement des zones de sécurité en 1993 et la conclusion de l'accord de paix en 1995. En d'autres mots, [il s'est] vu comme essayant principalement de produire une narration cohérente des événements, considérant que c'est ce que demandait la résolution bosnienne-jordanienne-slovène qui réclamait le rapport ».

Aussi

« regrette[-t-il] que le rapport ait été finalement appelé *La Chute de Srebrenica* dans la mesure où il traite, pour une large part, d'événements antérieurs à la chute de Srebrenica et postérieurs, avec les autres "zones de sécurité", particulièrement Zepa ¹² ».

Le choix de ces limites chronologiques et géographiques vise à resituer la chute de Srebrenica dans un contexte plus large et correspond à un type d'analyse qui en fait, non un simple accident, mais plutôt la conséquence logique du

12 . Extraits d'un courrier électronique de David Harland à l'auteur du 21 juin 2005 ; notre traduction.

(dys)fonctionnement de la FORPRONU, du défaut structurel de son mandat et de la définition des zones de sécurité, sans que pour autant les individus soient dédouanés de leurs manquements et de leur fautes. D'où l'effort de Harland pour reconstituer la chute de l'enclave de Zepa, quelques jours après celle de Srebrenica. En effet, alors que la décision du général Mladic d'en finir avec Zepa était connue, la chute de l'enclave prévue, et le sort des hommes de Srebrenica toujours incertain, le général Janvier a décidé de ne rien faire pour défendre l'enclave qui a été délibérément abandonnée à son sort.

Quoique essentiellement fondé sur ses archives, le rapport de l'ONU manifeste un sens de l'enchaînement des événements le rapprochant de l'ouvrage *Endgame*, où les actions de chacun, des plus aveugles aux plus lucides, des plus réticents aux plus déterminés à l'emploi de la force contre les forces serbes, contribuent à accélérer une catastrophe qui aurait pu être évitée. Le fait qu'Harland, responsable des Affaires civiles et politiques de l'ONU à Sarajevo de 1993 à 1999, ait été un témoin direct à la fois de la guerre et des efforts serbes pour prendre Gorazde en 1994, et un acteur des négociations autour de la chute de Zepa, contribue certainement à sa compréhension de la dynamique des événements. De fait, Harland avait été « *quelque peu étonné d'être choisi [pour la rédaction du rapport] étant donné qu'[il] étai[t] un critique vigoureux de la politique de la FORPRONU d'usage minimal de la force* ¹³ ». Le ton du rapport tranche nettement avec la recherche du compromis et de l'apaisement qui était celui de la FORPRONU, cette fermeté se retrouvant également dans la conclusion du rapport, qui n'a pas été rédigée par Harland. Le ton est celui de la condamnation sans ambiguïté à la fois des crimes serbes et de la politique de l'ONU qui les a permis et marque une rupture avec le principe même qui guidait l'action de la FORPRONU. C'est dans « *une philosophie de l'impartialité* » tenant « *les parties pour également responsables des transgressions* ¹⁴ », qui a conduit à sous-estimer les buts de guerre serbes, et dans une culture de paix, hostile à tout emploi de la force, même à celle des Bosniaques pour leur auto-défense, que le rapport voit la racine même des erreurs de jugement, des fautes et de la responsabilité de l'ONU.

Cette analyse générale est reprise dans les rapports français et hollandais avec des variations significatives, où l'intérêt est aussi celui des déplacements dans la reprise. Faisant siennes ces analyses, le rapport français souligne un défaut – ou une volonté – partagé par l'ensemble des acteurs internationaux, celui de ne jamais faire de la protection des populations une priorité, surtout en regard de celle des casques bleus. Le rapport voit là une continuité de nature à éclairer la série de manquements ou de fautes que le rapport de l'ONU attribue principalement à une culture de l'impartialité. Cette attention aux victimes ne saurait toutefois masquer une très grave lacune du rapport

13 . *Ibid.*

14 . Voir p. 107.

français. La chute de Zepa et le refus délibéré de Janvier de la défendre, pourtant présentés dans le rapport de l'ONU, n'y sont pas traités. Cette lacune, qui nuit à la compréhension de la dynamique des événements, est d'autant plus dommageable que le rôle de militaires français est déterminant à Zepa, à différents niveaux de la hiérarchie de la FORPRONU, du refus de Janvier de défendre l'enclave à l'initiative courageuse du général Gobilliard de se rendre à Zepa pour sauver sa population, à l'inaction de casques bleus français lorsqu'une quinzaine d'hommes bosniaques ont été arrachés d'un bus pour disparaître.

Quant à l'épilogue du rapport du NIOD, il voit la constance de la FORPRONU dans l'enlissement et infléchit la question des responsabilités hollandaises : là où le prologue insistait sur la restitution des options alternatives réalistes qui se présentaient aux protagonistes, la question dans l'épilogue semble devenue « pourquoi et comment le gouvernement hollandais a-t-il envoyé ses troupes dans une mission impossible ? ». De fait, c'est en termes assez durs que le rapport reproche au gouvernement hollandais d'avoir cédé à une éthique de la conviction au détriment d'une éthique de la responsabilité. Cette mise en cause du gouvernement hollandais a d'ailleurs entraîné sa démission. Par contraste, le rapport onusien, dont le *mea culpa* reste très rhétorique et se complaît dans la généralité du « nous », et qui a, de fait, gommé toute désignation nominale des responsables de la FORPRONU et de l'ONU dans sa version finale, n'a donné suite à aucune sanction. De même, le rapport français a eu d'autant moins de suites qu'il n'a pas formulé de recommandations explicites, même à l'égard des victimes.

L'impression favorable que l'on peut avoir du rapport du NIOD du fait de ses conséquences politiques ¹⁵ s'estompe néanmoins rapidement pour laisser souvent place à la consternation. Assurément, par sa prétention à produire une histoire systématique et par ses milliers de pages, le rapport du NIOD prête davantage le flanc à la critique que les rapports onusien et français, bien moins ambitieux. Pour autant, les multiples critiques dont le rapport du NIOD a été et peut faire l'objet ne sont pas seulement proportionnelles à l'extension de son champ d'analyse. Il est certes impossible de porter un jugement global sur un ensemble aussi disparate, avec des chapitres de valeur variable. Outre un usage opaque et parfois peu critique des sources, le rapport du NIOD, dans son effort de produire une « *investigation historico-analytique* », tend à reproduire la complexité du réel. Dans cette masse d'information, le cadre d'analyse n'est guère explicite, ce qui conduit à perdre le lecteur en fausses pistes, voire en contradictions. On ne trouve ni problématique ni narration claire – comme dans le rapport de l'ONU –, ni exposé démocratique des désaccords entre les différents rédacteurs – comme dans le rapport français.

15 . Voir l'article de P. Lagrou dans ce numéro.

L'écriture du rapport semble guidée par une culture du compromis, à la fois entre les membres du NIOD ¹⁶, mais aussi dans l'interprétation des événements. La culture de l'équivalence entre les parties, dans laquelle le rapport de l'ONU voyait la source même de son aveuglement, imprègne largement le rapport du NIOD. L'*ethos* universitaire de la nuance et de l'impartialité semblant avoir pris le relais de l'*ethos* diplomatique de l'apaisement et de la neutralité, le rapport du NIOD s'efforce de tenir la balance égale entre les points de vue. Dans cet effort de distance dépassionnée, il retrouve certaines des postures des protagonistes de la FORPRONU durant la guerre et reprend l'idée d'une « tyrannie de la victimologie », tyrannie relayée et encouragée par la couverture médiatique de la guerre, émotionnelle et trop favorable aux Bosniaques, selon le NIOD ¹⁷. D'où, peut-être, la perméabilité des chercheurs du NIOD aux argumentaires nationalistes serbes. Ainsi, dans le chapitre 6 (partie I) et l'épilogue, l'analyse des photos des camps de Prijedor de 1992 revient souvent *de facto* à reprendre les critiques de leur authenticité, communes parmi les nationalistes serbes. De même, l'explication du massacre par la vengeance, avancée plusieurs fois dans le rapport, est la reprise de celle des Serbes.

L'épilogue, repris dans le résumé pour la presse, partie la plus visible et publique du rapport, constitue à cet égard un *summum*. Blom, directeur du NIOD, qui l'a écrit sans consulter les autres rédacteurs, présente les problèmes comme relevant largement d'une gestion de l'image. Selon l'épilogue, « *il apparaît que chacun des belligérants était coupable d'actes de violence massive* », mais « *alors que les Bosniens [Bosniaques] ont conduit la guerre de propagande internationale avec efficacité et talent, les Serbes n'ont rien fait de tel* », aussi ont-ils « *créé une impression largement négative et n'ont pas montré beaucoup d'intérêt pour leurs "public relations"* » ¹⁸. L'un des problèmes principaux du *DutchBat* est également qu'il n'aurait pas su donner une bonne image de son action, l'épilogue s'achevant sur l'atteinte causée à l'image des Pays-Bas à l'étranger par Srebrenica. Quant au massacre lui-même, dont la réalité est indéniable, sur un fond de purification ethnique et de vengeance, il serait surtout dû au départ de la colonne de Bosniaques dans les bois qui, en contrariant les plans de l'armée serbe dans son avancée vers Zepa, lui aurait posé un « problème » inattendu. Cet argument est explicité dans la partie IV, chap. 2, 20, consacrée à la prise de décision du massacre et aux exécutions. D'après Schoonoord, l'armée serbe s'attendait à ce que les hommes se rendent à Potocari, mais le départ imprévu de la colonne a désorganisé ses plans et elle s'est trouvée avec un nombre ingérable de prisonniers qu'elle a donc tués, dans un massacre requérant une vaste organisation. Les casques bleus n'ont fait que suivre les règles des conflits armés en laissant, sur la base de Potocari, les forces serbes emmener les hommes et d'ailleurs la décision du

16 . *Ibid.*

17 . Voir I, chap 6, 6.

18 . Notre traduction.

massacre était postérieure, la preuve en étant que les paroles de Mladic et de Karadzic n'avaient rien de menaçant ¹⁹.

Faut-il voir, dans une interprétation aussi stupéfiante, la projection induite et décontextualisée de l'historiographie fonctionnaliste du nazisme, domaine de compétence initial des historiens du NIOD, ou plutôt une manifeste mauvaise foi ? Dans tous les cas, le fait que des historiens aient produit le rapport le plus (faussement ?) crédule, perméable au point de vue des criminels et déférent envers le pouvoir politique, doit assurément être un objet de préoccupation pour la communauté des chercheurs. Cette interprétation renvoie la responsabilité indirecte du massacre vers les victimes puisque le départ de la colonne « *peut même être regardé comme le déclencheur non intentionnel et imprévu des meurtres de masse qui ont suivi* » (Epilogue). En outre, elle est incohérente en elle-même et avec les faits avérés sur le massacre. D'une part, si c'est le nombre de prisonniers qui a entraîné la décision du massacre, on peine à voir pourquoi ce nombre aurait été moins grand si tous les Bosniaques s'étaient rendus à Potocari, une partie de la colonne étant parvenue à s'échapper. En outre, même si les forces serbes étaient incontestablement en minorité, comme le souligne Rohde avec finesse, considérer « *les prisonniers Musulmans [...] comme des choses dont la "reproduction" est trop rapide* » relève d'un « *racisme classique et profond* ²⁰ », et non seulement de l'arithmétique. D'autre part, cette explication ne s'accorde pas avec d'autres faits bien établis : les hommes, souvent âgés, qui s'étaient rendus à Potocari, ont également été exécutés et des forces militaires ont été retirées du front pour être affectées aux exécutions, au détriment des opérations de combat. De surcroît, les forces serbes n'ont jamais fait de préparatifs pour garder des prisonniers. En prenant la ville, *de facto*, elles n'avaient d'autres options que d'organiser de tels préparatifs en urgence – ce qui n'a pas été fait –, de laisser partir les hommes (pourquoi alors empêcher leur départ par bus ou à travers bois ?), de les transférer vers des camps proches, comme Batkovici – ce qui n'a pas été tenté –, de les laisser mourir de faim et de soif ou de les tuer.

Par contraste, l'explication du NIOD se soustrait aux règles de la méthode scientifique évaluant le bien-fondé d'une hypothèse explicative au regard de l'ensemble des données et d'hypothèses alternatives. En posant que le départ de la colonne et le nombre de prisonniers sont le déclencheur imprévu de la décision du massacre, elle repose sur un déterminisme logistique. Sans que l'analogie soit explicitée, elle s'inspire probablement des interprétations fonctionnalistes du processus menant à la prise de décision de la « solution finale » par les nazis, ou plus largement de la conception arendtienne de la banalité du mal, qui voit le ressort de la participation au crime de masse, non dans quelque penchant diabolique de ses agents, mais dans la logistique et la technique. Ce

19 . Voir IV, 2, 3.

20 . *Endgame*, op. cit., p. 374.

faisant, l'interprétation du NIOD minimise, voire efface, la pluralité des options objectives et subjectives, la liberté de choix des criminels, la conscience qu'ils pouvaient avoir de la gravité morale ou de l'importance « historique » de leurs décisions. Paradoxalement, l'explication du NIOD, qui semble faire écho à l'argumentaire serbe présentant la colonne comme une menace militaire, suppose néanmoins une conception caricaturale des Serbes. Pour affirmer que c'est la fuite de la colonne, le grand nombre de prisonniers et les problèmes logistiques posés par ces éléments imprévus qui ont déclenché la prise de décision du massacre, il faut supposer que les responsables serbes étaient incapables de prévoir que la prise de la ville allait entraîner soit des milliers de prisonniers, soit des tentatives de résistance ou de fuite, et qu'ils étaient également incapables d'organiser la logistique pour garder les prisonniers.

Dans les faits, la dimension logistique invoquée par le NIOD est loin d'être décisive dans le contexte de Srebrenica. D'une part, des ONG et organisations internationales, telles que le HCR et le CICR, étaient présentes dans la région et cherchaient précisément à ravitailler les réfugiés ou à avoir accès aux prisonniers, ce qui leur a été refusé. D'autre part, les exécutions de masse ont également posé d'énormes « problèmes logistiques », qui n'ont d'ailleurs été résolus qu'en plusieurs phases²¹ et en utilisant les ressources internationales, en essence notamment. Supposer que les facteurs logistiques ont amené les forces serbes, surprises, à renoncer à garder des prisonniers, qui auraient pu constituer une précieuse monnaie d'échange, mais ne les ont pas dissuadées ni empêchées de monter avec succès une vaste organisation pour les éliminer, revient à supposer que les Serbes n'excellent que dans l'organisation du crime de masse ! Paradoxalement, la banalité du mal poussée à son extrême finit par aboutir à une diabolisation des criminels qu'elle visait à éviter.

Le tropisme national est alors manifeste : le seul intérêt de cette explication est de mettre hors de cause les casques bleus, car elle maintient que le massacre était imprévisible et sa décision et réalisation, hors de leur portée. Plus généralement, les seules explications de la prise de décision du massacre que le NIOD met en avant, par le départ de la colonne ou par la vengeance, sont focalisées sur les relations entre Serbes et Bosniaques et n'intègrent pas la présence internationale comme un de ses facteurs possibles. De fait, les tensions et faiblesses du rapport du NIOD s'éclairent par ce tropisme. D'une part, ce dernier donne en effet une certaine cohérence à la démarche du rapport, dont plusieurs chapitres sont consacrés au rôle des représentations et qui est lui-même entré dans une opération de gestion d'image en planifiant sa publication pour permettre la démission du gouvernement hollandais au moment opportun et redorer l'image des Pays-Bas. D'autre part, cette orientation nationale éclaire les tensions qui sous-tendent l'articulation des responsabilités et la question de la prévisibilité du massa-

21 . Voir l'entretien avec J.-R. Ruez dans ce numéro.

cre. Alors que l'épilogue insiste sur l'imprévisibilité, dans l'appendice IV, l'anthropologue Ger Duijzings, qui s'est ultérieurement démarqué des conclusions du rapport, cherche les raisons du massacre dans le contexte local des relations entre Serbes et Bosniaques. L'importance que Duijzings accorde à la vengeance locale semble refléter un double souci : celui d'un anthropologue cherchant la signification du massacre dans des pratiques anthropologiques et celui d'un chercheur et citoyen hollandais qui, en soulignant la prévisibilité du massacre, accroît la responsabilité hollandaise dans son incapacité à l'empêcher.

C'est peut-être aussi ce tropisme national qui explique des lacunes notables dans le rapport du NIOD au regard de son effort de systématisme et de ses prétentions à la scientificité. Concernant la décision du massacre, il est étonnant que trois explications de court et moyen termes ne soient pas discutées – au moins à titre d'hypothèses – en contrepoint de l'explication « logistique » par le départ de la colonne. En premier lieu, si l'on considère que la prise de décision a été tardive, l'hypothèse crédible de D. Rohde est que, tout en englobant une pluralité de motifs, elle découle de l'euphorie d'une victoire d'une facilité si imprévue qu'elle a donné à Mladic un sentiment de toute puissance divine sur la vie et la mort de quiconque. Cette interprétation, bien que partielle, s'accorde avec les multiples déclarations de Mladic, avec la chronologie des faits et l'exhaustivité du massacre des hommes, ainsi qu'avec le retournement d'attitude soudain de Mladic à Zepa. En effet, ce dernier est resté inflexible sur la reddition des hommes de Zepa, jusqu'à l'offensive croate marquant une défaite majeure pour les Serbes, suite à laquelle les hommes de Zepa ont cessé d'être sa priorité. Cette interprétation renvoie la prise de décision effective du massacre à sa *possibilité* même et à l'absence de résistance de la FORPRONU, du *Dutchbat* et de l'OTAN, ce qui pourrait expliquer le laconisme du rapport du NIOD à son égard.

En second lieu, si l'on replace la décision du massacre dans une temporalité de moyen terme, il est également étonnant que, dans le type d'histoire politique et militaire produit par le rapport NIOD, un chapitre substantiel ne soit pas consacré au *modus operandi* de l'armée serbe dans des épisodes antérieurs de la guerre, à la stratégie et aux états de service du général Mladic qui ne faisait pas mystère de sa volonté d'éliminer les Musulmans. Une telle analyse aurait montré que, si ce massacre n'était pas prévisible, en tout cas *un* massacre et des exactions l'étaient. De fait, des cas d'exécutions systématiques des hommes ont eu lieu dans la guerre en Bosnie, surtout en 1992, et Mladic menaçait de tuer tout le monde à Gorazde en 1994. Une telle lacune est également dommageable dans les autres rapports, où une étude des parcours de carrière des principaux preneurs de décision, Mladic, Janvier ou Akashi entre autres, aurait pu éclairer leurs actions en juillet 1995.

Enfin, l'absence d'une histoire du genre est une lacune d'autant plus dommageable qu'elle touche au cœur des événements et à la prévisibilité d'un massacre à

partir de la séparation des femmes et des hommes. Cette absence peut découler de la « forme rapport » favorisant un style d'histoire plus événementiel que culturel. Par contraste, elle souligne l'écart entre les rapports, marqués par un certain « classicisme », et les décisions judiciaires, plus riches en innovations conceptuelles. En effet, la dimension genrée de la violence est au cœur du jugement Krstic du TPIY qui opère un passage du « gendecide » (exécution des hommes) au « génocide » (intention de détruire le groupe en totalité ou en partie), certes controversé parmi les juristes, mais pointant la spécificité du massacre.

Cadre de référence et jeu d'échelle

Plus que leur contenu, c'est la comparaison des rapports qui manifeste la spécificité de Srebrenica, celle du massacre de populations sous protection internationale. A divers niveaux, se pose la question du cadre de référence et du choix d'échelle. Les mêmes événements sont alternativement décrits par une double variation, variation de points de vue (de l'ONU à New York, de la France et des Pays-Bas), et variation d'échelles, locale pour les relations « au sol » entre Serbes, Bosniaques et casques bleus, régionale (depuis les bureaux de la FORPRONU à Tuzla), nationale (depuis Sarajevo), internationale proche (depuis le QG de la FORPRONU à Zagreb) et lointaine (au siège de l'ONU à New York) correspondant aux degrés de hiérarchie de l'ONU et à la pluralité de ses membres.

La singularité « internationale » de Srebrenica n'apparaît guère dans la théorisation des relations internationales présente dans les rapports. Cette dernière reprend, sous diverses formes, une opposition traditionnelle entre idéalisme (la culture pacifiste de l'ONU) et réalisme (usage de la force). Or, cette théorisation repose sur l'idée de la souveraineté et de l'indépendance nationale qui donne le droit à chaque Etat de se défendre ou d'être défendu, selon les principes fondateurs de l'ONU, par rapport auxquels l'embargo sur les armes pour la Bosnie, hérité de son imposition à la Yougoslavie en 1991, et la démilitarisation des zones de sécurité sont des écarts, sinon des exceptions. Or, cette singularité de Srebrenica apparaît davantage dans les modes de description. L'articulation problématique entre souveraineté, droit de se défendre ou d'être défendu et protection peut être décrite successivement dans les conflits entre les casques bleus qui abandonnent les postes de défense de la ville et les Bosniaques cherchant à les en empêcher, dans les conflits entre le gouvernement de Sarajevo et les responsables de la FORPRONU, etc. Ces niveaux de description manifestent la porosité empirique et conceptuelle du national et de l'international, de l'échelle la plus locale et infranationale à l'échelle la plus globale et supranationale.

Ces variations expriment aussi la difficulté à définir l'échelle pertinente pour analyser Srebrenica. La spécificité de ce massacre dans la guerre en Bosnie est-elle quantitative ou qualitative ? Peut-on le comprendre par une comparaison avec des massacres de moindre ampleur, mais ayant également éliminé les hom-

mes en masse, ainsi que quelques femmes et enfants, comme à Biljani dans la municipalité de Ključ ou à Grabovica dans la municipalité de Kotor Varos, dans le Nord-Ouest de la Bosnie en 1992 ? Quelle échelle historique et géographique de comparaison est pertinente ? L'intérêt des rapports est aussi de poser des questions nouvelles par le cadre de référence choisi. Le rapport du NIOD et le rapport de l'ONU apportent deux contributions majeures à la question de la spécificité et du « pourquoi » en faisant de la question « pourquoi Srebrenica ? » non une question métaphysique, morale et indécidable équivalente à « pourquoi le mal ? », mais une question analysable en termes de contextualisation et de comparaison. « Pourquoi Srebrenica ? » devient ainsi « pourquoi Srebrenica et non ailleurs ? », « Pourquoi Srebrenica et non Zepa ? » L'appendice IV rédigé par G. Duijzings cherche des causes ou des raisons du massacre dans l'histoire de Srebrenica, tandis que l'analyse de Harland sur la chute de Zepa, reprise dans le rapport du NIOD ²², insiste sur la dynamique régionale des événements.

La difficulté manifeste que soulève la première approche est celle de l'inadéquation entre l'échelle des causes et l'échelle des conséquences. S'il est incontestable que la vengeance a joué un rôle déterminant dans la participation des Serbes de Srebrenica ou de Bratunac au massacre, et dans le choix de certains lieux d'exécutions, comme Kravica, on peine à comprendre comment cette interprétation peut dépasser l'échelle locale et expliquer le déplacement de l'état-major de l'armée de la RS et d'éléments de l'armée et de la police d'autres régions de la Bosnie et même de la Serbie pour une vengeance locale contre Naser Oric et ses hommes. Mais cette interprétation soulève aussi la difficulté de définir la dimension locale de Srebrenica. Est-elle géographique, historique ou politique ? Cette difficulté est particulièrement mise en évidence par l'usage que Jacques Sémelin fait du travail de G. Duijzings dans *Purifier et détruire* ²³. J. Sémelin inscrit cette interprétation dans la continuité des analyses de l'anthropologue Cornelia Sorabji sur l'organisation « *en franchise* » des autorités municipales dans la purification ethnique ²⁴. Les analyses de C. Sorabji sont d'une extrême pertinence pour 1992, où la force du paradigme local et municipal est d'autant plus grande que les victimes, les forces armées ou de police étaient pour l'essentiel originaires de la même municipalité. Mais J. Sémelin ne tient pas compte du fait que ce paradigme a perdu sa pertinence en 1995 à Srebrenica où le local ne se définit plus, comme en 1992, par une adéquation entre une délimitation géographique, des structures de pouvoir municipales et le chez soi de la population. En 1995, l'enclave de Srebrenica comme lieu géographique contenait des réfugiés de toute la région, chassés de chez eux lors de la purification ethnique de 1992. Le paradigme local n'est opératoire ni pour les victimes ni pour les troupes serbes, venant essentiellement de la région proche et partiellement d'autres régions de Bosnie, plus que de la municipalité même, mais surtout commandées directement

22 . Voir IV, chap. 9.

23 . Sémelin J., *Purifier et détruire*, Paris, Le Seuil, 2005, p. 236 et suivantes.

24 . Sorabji C., « Une guerre très moderne », *Terrain*, n° 23, octobre 1994, pp. 137-150.

au niveau national par Mladic. Le local reste néanmoins un facteur déterminant des événements, mais pour des raisons très différentes de celles supposées par J. Sémelin. D'une part, comme D. Rohde le souligne justement, les tensions entre habitants de Srebrenica et réfugiés expliquent le peu d'acharnement de ces derniers à défendre Srebrenica qui n'était pas chez eux. D'autre part, les réfugiés n'étaient ni familiers du terrain, ni les uns des autres, ce qui a constitué un obstacle majeur pour la fuite de la colonne, les Bosniaques se perdant en chemin et étant (ou se croyant) infiltrés par des Serbes. D'où aussi la difficulté des survivants à localiser les lieux, comme l'explique J.-R. Ruez.

La transposition directe du paradigme municipal de 1992 à 1995 est donc trompeuse. Il n'est pas assuré que scruter les relations locales à Srebrenica, plutôt qu'à Zvornik ou dans le Nord-Est de la Bosnie, éclaire le massacre si sa localisation spécifique à Srebrenica est due à une pluralité de facteurs. C'est la voie de réflexion ouverte par D. Harland dans sa reconstitution de la chute de Zepa, enclave voisine de Srebrenica, attaquée par les forces serbes quelques jours après la chute de Srebrenica, sans que des massacres analogues aient eu lieu. Dans des précisions ultérieures au rapport de l'ONU, D. Harland propose une analyse multifactorielle prenant en compte la dynamique régionale, nationale et internationale de la guerre, souvent négligée dans la focalisation sur Srebrenica, et qui constitue une contribution d'importance à l'étiologie des massacres de masse. Il considère qu'au moins six facteurs combinés, dont les détails sont expliqués dans le rapport de l'ONU

« ont sauvé Zepa d'un sort identique à Srebrenica : 1) les dynamiques très différentes qui s'étaient développées entre assiégeants et assiégés dans chaque endroit depuis 1992, représentées par les différents rôles d'Oric et Palic [respectivement dirigeants militaires de Srebrenica et de Zepa] 2) les inquiétudes des Serbes de Pale (particulièrement Karadzic) sur la nécessité d'arrêter l'action sur Zepa pour préparer l'attaque croate imminente à l'Ouest, 3) le fait que Zepa soit bien plus défendable que Srebrenica, ce qui a entraîné la réticence des Serbes à engager leurs troupes et équipement dans l'enclave de Zepa, en dépit de leur énorme avantage numérique, 4) une réponse internationale moins désorganisée et passive à l'attaque de Zepa, représentée par l'expédition Gobilliard ; 5) le rôle de Sarajevo, où il y a une très forte différence entre les relations d'Izetbegovic avec Suljic [président de la municipalité de Srebrenica] d'une part et l'interaction de Muratovic [ministre pour les relations avec l'ONU du gouvernement de Bosnie], Palic et les Serbes, d'autre part, et 6) le fait qu'en raison de sa proximité avec la frontière [serbe] à travers des terrains boisés, il était par nature plus facile de s'échapper de Zepa ²⁵ ».

25 . Extrait d'un courrier électronique de David Harland à l'auteur du 22 juin 2005, notre traduction.

Refaire l'histoire de Srebrenica avec des « si » est certainement vain, surtout au regard de l'accumulation de facteurs qui ont détruit ou auraient pu sauver tant de vies. Toutefois, la proximité géographique et temporelle de la chute de Srebrenica et de celle de Zepa permet des comparaisons se rapprochant d'une histoire contrefactuelle. On peut donc rechercher les facteurs expliquant que des milliers d'hommes aient disparu à Srebrenica, contre une centaine à Zepa. On peut aussi craindre que l'horreur du massacre ne fasse oublier la communauté de destin de ces deux enclaves, abandonnées aux Serbes à tous égards, de la décision de ne pas les défendre à leur inscription en RS par les accords de Dayton, tandis que leurs habitants qui ont survécu, déplacés et réfugiés, ont pour seule consolation de n'avoir pas été tués.

Au total, la lecture de ces enquêtes et rapports révèle un hiatus entre le traitement du « faire » et du « laisser faire », entre l'établissement des faits, la recherche de responsabilités et d'intelligibilité sur le massacre, d'une part, sur l'abandon international de l'enclave, d'autre part. Autant la connaissance du déroulement du massacre, l'assignation et la sanction des responsabilités criminelles par des arrestations et des jugements sont claires, même si elles restent partielles, autant l'intelligibilité proposée et la sanction des responsabilités internationales laissent songeur. Le citoyen français ou le citoyen du monde ne trouvera guère de réponse à la question d'une responsabilité cosmopolitique ou d'un contrôle républicain de la politique étrangère, chers à Kant. De surcroît, il ne pourra que constater les effets fâcheux du mélange entre responsabilités et intelligibilité. Non seulement la recherche de responsabilité oriente celle de l'intelligibilité – quitte à la distordre – mais aussi l'effort de clarification semble valoir pour solde de toute responsabilité, si l'on considère la faiblesse du suivi politique de ces rapports.

De surcroît, les registres d'intelligibilité diffèrent grandement pour le « laisser faire » et le « faire » : c'est à la philosophie morale et politique ou à la culture que les rapports renvoient *in fine* pour éclairer les responsabilités internationales, que ce soit à la philosophie pacifiste de l'ONU ou l'opposition d'une morale de la conviction et d'une morale de la responsabilité. Les lecteurs de Kant et de Weber s'étonneront que l'idéal d'une société des nations régie par le droit du premier ou la critique de la morale de la conviction du second puissent éclairer Srebrenica, alors que l'on trouve si peu de conviction dans le *Dutchbat* et que le principe kantien d'autonomie était si peu respecté dans la démilitarisation des zones de sécurité. Peut-être ne faut-il plus alors lire ces rapports comme relevant de la réflexion politique ou morale, mais comme réactivant un genre philosophique tombé en désuétude, qui posait la question « pourquoi le mal ? » dans sa dimension la plus métaphysique. C'est en effet dans les essais de théodicée, défendant la cause de Dieu contre l'accusation que représente le mal dans le monde, que l'on retrouverait des argumentaires ana-

logues justifiant qu'une instance supérieure par son pouvoir et l'excellence de ses valeurs ait laissé faire le mal par sa bonté même ou les normes (morales) réglant son action. A tout prendre, c'est peut-être cette littérature, plus que le style policé des rapports, qui exprimerait le gouffre entre les arguments de justification – dont les rapports sont une variante – et ceux d'accusation, que l'on retrouve chez les Bosniaques, selon lesquels laisser faire le mal équivaut à le faire pour une instance au pouvoir supérieur qui pouvait empêcher ce mal et dont on attendait le salut. On y trouverait en tout cas l'écho de l'effondrement existentiel des Bosniaques, ce sentiment profond de la perte de la valeur de leur vie, en ces jours de juillet 1995 où Mladic s'est cru le seul Dieu.